



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°17 – du 6 au 12 mai 2022

En bref

- Le choc sur les marchés des cryptomonnaies amène l'autorité des marchés financiers britannique à publier une [alerte](#) sur le caractère spéculatif des investissements dans ce secteur.

- Le ministre des finances [Rishi Sunak](#) a nommé le Dr Swati Dhingra en tant que membre externe du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, en remplacement de Michael Saunders, pour un mandat de trois ans. Swati Dhingra est professeure associée d'économie à la London School of Economics.

- Plus d'un ménage sur dix (6,8M de personnes) a réduit ou sauté des repas au cours du mois écoulé en

raison de pressions très fortes sur son pouvoir d'achat, selon une étude de la [Food Foundation](#).

- La [British Chambers of Commerce](#) demande un budget d'urgence pour soutenir les entreprises confrontées à la hausse des coûts de l'énergie, des matières premières et de la main-d'œuvre. Parmi les solutions suggérées: la suspension de l'augmentation des contributions sociales entrée en vigueur en avril et une baisse de TVA sur les produits énergétiques.



📊 Fait marquant : La croissance britannique ralentit, à 0,8% au premier trimestre.

Les taux de croissance des deux derniers mois ont été révisés à la baisse de 0,1 pt chacun, s'élevant donc à 0,7% pour janvier et à 0% pour février. En mars, l'économie britannique connaît une contraction de 0,1%, en raison notamment du resserrement de l'activité des services, de -0,2% par rapport à février. Les ventes de gros et de détails se sont réduites de 2,8% sur le mois.

Au total, la croissance trimestrielle affiche donc un niveau positif. Cette performance modérée signale toutefois un ralentissement alors même que la hausse des prix de l'énergie n'est intervenue qu'au premier avril avec le relèvement du plafond réglementé (*price cap*).

Les niveaux d'activité trimestrielle des secteurs des services et de la construction excèdent leur niveau pré-pandémie (T4-2019) de 1,4% et 1,9% respectivement, témoignant de leur bonne résilience. A contrario, la production du secteur manufacturier n'a pas rattrapé son niveau pré-pandémie et reste en deca du niveau du dernier trimestre de 2019 de 1,8%. Cela reflète la persistance des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement de ce secteur.

Enfin, au cours du premier trimestre 2022, la consommation privée est presque aussi dynamique (+0,4%) qu'au cours du dernier trimestre 2021 (+0,5%). La croissance trimestrielle de l'investissement (FBCF) s'est accélérée avec 5,4% de croissance contre 1,1% lors du quatrième trimestre 2021. L'investissement public est, lui, en nette hausse, de +23,6% faisant plus que compenser la contraction de l'investissement privé (-0,5%).

Actualité macro-économique

Le Gouvernement a lancé une [consultation](#) sur le remplacement du mécanisme de surmortissement des dépenses d'investissement – Prenant fin en avril 2023, le régime actuel mis en place pour soutenir la reprise de l'investissement en sortie de crise propose un abattement de 130 % sur les achats d'équipements, chaque livre investie permettant de réduire la facture fiscale de 25 pence. L'Office for Budget Responsibility (organisme public indépendant) a estimé que la mesure actuellement en place coûterait 23Md£ sur 2021-2024. La stimulation de l'investissement serait de 10 % à son apogée au cours de l'exercice 2022-23, ce qui équivaut à 20Md£ d'investissements supplémentaires. Toutefois, l'additionnalité du dispositif est questionnée. Les options présentées dans le document de consultation comprennent principalement l'augmentation des niveaux maximum d'investissement déductibles des profits avant impôt pour les différents dispositifs en vigueur et l'extension des dépenses éligibles à ces déductions.

[M. Saunders](#) membre du Comité de Politique Monétaire estime que les pressions inflationnistes sont « inconfortablement élevées » et qu'il serait « très coûteux » de ne pas les contenir – Il estime que les pressions inflationnistes seront probablement plus importantes et plus persistantes que ne le prévoit la Banque d'Angleterre (BoE). M. Saunders, ayant voté en faveur d'une augmentation de +0,5pb lors de la dernière réunion du MPC, souhaite que la BoE cesse de stimuler l'activité économique car il estime que le coût d'une

hausse des taux trop lente excède largement le coût d'une hausse trop rapide.

Actualité commerce & investissement

Le *think-tank* UKTPO analyse les **potentielles conséquences d'une suspension des droits de douane sur les produits agroalimentaires** – Selon des informations relayées par la presse, le gouvernement britannique considérerait la possibilité de suspension des droits de douane sur les produits agroalimentaires pour faire face à la hausse du coût de la vie. Selon [l'étude](#), environ 10% des importations britanniques de produits agroalimentaires sont soumis à des droits s'élevant à 17% en moyenne. Par conséquent, cette suspension pourrait affecter directement la compétitivité des agriculteurs britanniques ainsi que ceux des pays moins avancés (PMA). L'étude met en garde un potentiel effet de substitution des produits européens, des PMA et nationaux par des produits en provenance de pays tiers. Enfin, bien que la perte de revenus de l'Etat serait relativement faible (environ 500M£ selon le UKTPO), cette mesure pourrait avoir des répercussions sur les négociations commerciales : les pays tiers pourraient en tirer partie en demandant des concessions bien plus conséquentes.

Le gouvernement britannique annonce le **lancement d'un programme d'1M£ pour promouvoir les exportations des produits de la mer** – Ce programme a pour objectif d'identifier de nouveaux marchés étrangers tout en promouvant le secteur lors d'événements internationaux. Par ailleurs,

des spécialistes travailleront conjointement avec les conseillers en charge de l'agriculture au sein du réseau diplomatique britannique. Ce programme s'inscrit dans le cadre d'un d'un fond, *UK Seafood Fund*, doté de 100M£, dont les objectifs sont de soutenir la recherche, de moderniser les infrastructures existantes et de promouvoir les exportations britanniques dans la filière.

Le gouvernement britannique annonce l'extension de la liste de produits soumis à un tarif douanier additionnel de 35% en provenance de Russie ou Biélorusse – Cette extension vise essentiellement certains produits chimiques, ainsi que le palladium et le platine (la date d'entrée en vigueur reste inconnue). Pour mémoire, les pays du G7 avaient annoncé conjointement, en mars dernier, la révocation du statut de la nation la plus favorisée (CNPF) à la Russie, statut garantissant l'égalité de traitement et la non-discrimination en vertu du droit de l'OMC, conduisant ainsi à l'établissement d'une liste de produits soumis à des droits de douanes supplémentaires.

Le gouvernement met en lumière des succès entrepreneuriaux à l'export, principalement dans l'agroalimentaire – Dans le cadre de cet [événement](#) à Downing Street, le Premier Ministre Boris Johnson et plusieurs de ses ministres ont réitéré le soutien du gouvernement aux exportateurs britanniques, notamment aux PME, par le biais de la stratégie « Made in UK, Sold to the World ».

Lors du Queen's Speech, le gouvernement réitère sa volonté de présenter une *Brexit Freedom Bill* – Pour mémoire, en janvier 2022, le gouvernement avait déjà publié un [rapport](#) sur les bénéfices attendus du Brexit, anticipant un futur paquet législatif. L'objectif gouvernemental serait de réduire

les lourdeurs administratives (« red tape ») d'un 1Md£ liés aux formalités « héritées de l'UE ». De fait, le projet de loi devrait donner de nouvelles prérogatives au gouvernement pour renforcer la capacité à modifier, abroger ou remplacer l'acquis communautaire. Par ailleurs, la loi devrait supprimer toute référence résiduelle à la « primauté du droit européen » et clarifier le statut du droit européen en droit interne. D'autres projets de loi ont été annoncés et s'inscrivent dans un objectif de divergence réglementaire (notamment sur la protection des données, et le régime des marchés publics).

Le gouvernement a publié le projet de loi « *Trade (Australia and New Zealand) Bill* » – Ce texte s'inscrit dans le processus de ratification des accords de libre-échange signés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande afin d'assurer la mise en conformité du droit interne aux engagements pris au sein des accords. En complément, l'*Electronic Trade Documents Bill* prévoit de moderniser et faciliter les échanges en reconnaissant une portée juridique complète à des documents et des signatures sous forme électronique.

Le chancelier de l'Echiquier évoque la perspective d'une taxe exceptionnelle sur les compagnies pétrolières et gazières si elles n'augmentent pas leurs dépenses d'investissement dans le système énergétique britannique – Bien que l'opposition continue à maintenir une forte pression sur le gouvernement arguant que les produits de cette taxe permettrait d'aider les ménages les plus précaires à faire face à la hausse historique du coût de la vie, le Chancelier estime que cette dernière ne ferait que décourager les investissements des entreprises. Selon la fédération du secteur (*Oil and Gas UK*), les investissements des entreprises en mer du Nord ont chuté de

90% depuis 2014. Certaines entreprises telles que BP et Shell ont déclaré récemment leur intention d'investir davantage.

Actualité financière

1 Banques et assurances

La Banque d'Angleterre (BoE) publie les résultats de son enquête sur les principaux risques financiers – Finalisée avant l'invasion de l'Ukraine, cette enquête trimestrielle met en lumière les risques identifiés par les entreprises financières, en particulier les risques cyber, géopolitiques et inflationnistes. Ce dernier est devenu l'un des cinq risques les plus cités pour la première fois depuis le début de ces enquêtes en 2008. L'importance donnée au risque climatique croît également régulièrement. Enfin, la part des entreprises interrogées citant le risque politique britannique est tombé à son plus bas niveau depuis le référendum sur le Brexit (enquête de 2016).

La Prudential Regulatory Authority (PRA) a publié une déclaration sur la gestion des prêts bancaires non performants – Le régulateur britannique entend se positionner par rapport aux lignes directrices (LD) de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Bien que la PRA reconnaisse que les aspects prudents de ces LD constituent de bonnes normes de gestion du risque de crédit, elle n'entend pas les reprendre à son compte, préférant une supervision prudentielle plus discrétionnaire. Si les LD de l'EBA sont plus explicites sur les normes d'évaluation des

actifs et de valorisation du collatéral, la PRA a choisi de laisser cette évaluation à la discrétion des établissements bancaires.

2 Marchés financiers

L'obligation de reporting environnemental pour les plus grosses entreprises et gestionnaires d'actifs ne figurerait pas dans le *Financial Services Bill* – Contrairement à ce qui était anticipé, le Gouvernement aurait décidé à la dernière minute de retirer du *Financial Services Bill*, évoqué lors du *Queen's Speech*, l'obligation visant les plus grosses entreprises et gestionnaires d'actifs à publier les données relatives à leur impact environnemental ([sustainability disclosure requirements](#)). Cette obligation, évoquée pour la première fois par Rishi Sunak à l'occasion de la COP 26 aurait été retirée pour ne pas imposer de nouvelles obligations réglementaires aux entreprises déjà en difficultés sur le plan financier. Le Gouvernement a toutefois indiqué qu'il réfléchissait au meilleur véhicule permettant de mettre en place cette obligation d'information et a lancé parallèlement la *UK Transition Plan Taskforce* dont la principale mission sera d'élaborer un standard (*Sector-Neutral Framework*) à destination des entreprises en matière de *reporting* environnemental. La méthodologie utilisée reste à définir, les propositions oscillant entre une méthodologie reposant sur des modèles (templates) créés par les autorités et une méthodologie laissant plus de flexibilité aux entreprises dans leur reporting. La *task force* a publié le 11 mai une [consultation](#) visant à recueillir l'avis des entreprises sur le contenu du futur standard.

Le *Queen's Speech* inscrit plusieurs projets de loi relatifs au secteur financier à l'agenda parlementaire – Le gouvernement souhaite

accorder plus de flexibilité aux régulateurs techniques (FCA et PRA): ceux-ci devraient être dotés de pouvoirs d'élaboration de règles tandis que leurs statuts se concentreront sur les périmètres jugés essentiels – compétitivité et croissance de l'économie – proposés dans le projet de modification du *Financial Services and Markets Bill*. Le discours de la Reine réitère également la volonté du gouvernement de réformer la réglementation des assureurs (*solvency 2*), ainsi que de sécuriser l'accès au cash pour tous. La législation reformera également les règles relatives aux marchés de capitaux britanniques afin d'améliorer l'accès aux financements et les introductions en Bourse pour les entreprises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr